

PREFECTURE DE LA LOIRE-ATLANTIQUE

99/PE/84

ARRETE

**LE PREFET DE LA REGION DES PAYS DE LA LOIRE
PREFET DE LOIRE-ATLANTIQUE**

VU la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et notamment son article 10 ;

VU le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et déclaration prévues à l'article 10 de la loi susvisée ;

VU le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 relatif à la nomenclature des opérations visées à l'article 10 de la loi susvisée ;

VU la demande en date du 30 juin 1998 formulée par Monsieur le Directeur du Port Autonome de NANTES - ST. NAZAIRE en vue de réaliser des aménagements hydrauliques dans le cadre de l'extension de la Zone Industriale Portuaire de MONTOIR-DE-BRETAGNE ;

VU le dossier joint à cette demande ;

VU l'avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 29 juillet 1998 ;

VU l'avis de IFREMER en date du 30 juillet 1998 ;

VU l'avis de la Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales en date du 10 août 1998 ;

VU l'avis de la Direction Départementale de l'Agriculture et de la Forêt en date du 9 septembre 1998 ;

VU les résultats de l'enquête publique prescrite par arrêté préfectoral du 10 septembre 1998 à laquelle il a été procédé du 28 septembre au 16 octobre 1998 ;

VU l'avis favorable du Commissaire-Enquêteur en date du 27 novembre 1998 ;

VU les rapports du Service Maritime et de Navigation de NANTES en date du 08 janvier et 25 février 1999 ;

VU l'avis émis par le Conseil Départemental d'Hygiène dans sa séance du 11 mars 1999 ;

CONSIDERANT les observations formulées par le pétitionnaire sur le projet d'arrêté dans son courrier du 8 avril 1999 ;

SUR proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de LOIRE-ATLANTIQUE ;

ARRETE

ARTICLE 1 - OBJET DE L'AUTORISATION

Le Port Autonome de NANTES - ST. NAZAIRES (PANSN) est autorisée au titre de la loi sur l'eau à réaliser les aménagements hydrauliques liés à l'extension de la Zone Industriale-Portuaire (ZIP) de MONTOIR-DE-BRETAGNE, ces aménagements devant s'échelonner sur plusieurs années au rythme des implantations industrielles, commerciales ou logistiques.

Les travaux autorisés relèvent des rubriques suivantes de la nomenclature annexée au décret n°93.743 du 29 mars 1993.

N° RUBRIQUES	INTITULE ABREGE	REGIME	JUSTIFICATION
2.7.0.2°)	Création d'étang ou de plan d'eau, la superficie étant comprise entre 2000 m ² et 3 ha	Déclaration	3 bassins de rétention à sec
5.3.0.1°)	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux superficielles, la superficie desservie étant supérieure ou égale à 20 ha	Autorisation	Superficie concernée de 36 ha avec rejet dans le ruisseau de la Conardière
6.4.0	Création d'une zone imperméabilisée supérieure à 5 ha d'un seul tenant	Autorisation	Création de zones imperméabilisées supérieures à 5 ha

ARTICLE 2 -CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES A LA REALISATION DES OUVRAGES D'ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES :

Le Service Maritime et de navigation de NANTES doit être informé préalablement des dates de début et de fin des travaux d'aménagement.

2.1 - Les eaux pluviales (E.P.) ruisselant sur les zones 1 et 2 de la Zone Industriale Portuaire de MONTOIR-DE-BRETAGNE doivent être collectées dans un réseau spécifique conforme au plan figurant en annexe 1, constitué :

- de bassins linéaires de largeur minimum 8,5 m en tête pour 1,5 m minimum de profondeur permettant le stockage des eaux pluviales (cf. annexe 2).
- la capacité de rétention minimale des canaux doit être de :
7200 m³ pour la zone 1
4500 m³ pour la zone 2
- d'un réseau perpendiculaire à ces bassins (canaux de rétention) en canalisation Ø600 les alimentant.
- d'ouvrages de prétraitement des eaux pluviales à l'Ouest (zone 1) et à l'Est (zone 2) de type débourbeurs-déshuileurs d'une capacité de 100 l/s minimum. Ces appareils doivent être ancrés sur un radier en béton calculé en fonction des remontées de la nappe.
- de bassins de rétention (EP I et EP II sur annexe n°1) afin de limiter les débits instantanés venant des différents déversoirs avant rejet en LOIRE. Ces bassins doivent être équipés d'un clapet anti-retour pour empêcher la remontée d'eaux estuarienne dans le réseau E.P.

2.2 - Les eaux pluviales (EP) ruisselant sur les zones 3A et 3B doivent être collectées dans un réseau spécifique fonctionnant sur le même principe que pour les zones 1 et 2, les installations de rétention étant toutefois limitées à des fossés d'une capacité minimale de :

760 m³ pour la zone 3A
950 m³ pour la zone 3B

2.3 - Les eaux pluviales collectées sur la zone 3C doivent se déverser dans un bassin de rétention d'une capacité minimale de 1000 m³ (EP III sur annexe 1). Avant rejet en LOIRE via une canalisation existante de Ø800 mm, elles doivent subir un prétraitement dans un débourbeur-déshuileur.

2.4 - Secteurs imperméabilisés (voiries - parking).

En fonction du développement de l'ensemble de la zone, si l'importance des surfaces imperméabilisées pour la circulation automobile conduit à une mise en charge du réseau E.P., une structure de type chaussée réservoir doit être mise en œuvre. Cette structure doit être envisagée pour les chaussées et parkings les plus éloignés du réseau de collecte (canalisations Ø600).

2.5 - Autres dispositions

La mise en place de dispositif de traitement pour les entreprises susceptibles d'être à l'origine d'une charge polluante importante (débourbeurs-déshuileurs) ou tout autre dispositif adapté pouvant traiter la pollution engendrée doit être prévu dans les titres d'occupation temporaire délivrés par le Port Autonome de NANTES - ST. NAZAIRE. Les ouvrages d'assainissement correspondants, propre à chaque parcelle anodisée, sont à la charge de l'occupant de la dite parcelle.

2.6 - Toute modification apportée aux caractéristiques des ouvrages, à leur réalisation ou à l'aménagement en résultant, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier initial, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet qui peut exiger une nouvelle demande au titre de la loi sur l'eau.

ARTICLE 3 -CONDITIONS TECHNIQUES IMPOSEES A L'ENTRETIEN DES OUVRAGES

- L'entretien des ouvrages d'assainissement des eaux pluviales est à la charge du Port Autonome de NANTES - ST. NAZAIRE.
- Cet entretien doit porter sur l'ensemble des équipements du système d'assainissement de manière à assurer la pérennité de leur fonctionnement et à optimiser leur performance. Il doit comporter :
 - l'entretien de la végétation des canaux et des fossés de rétention, ainsi que de leurs abords.
 - l'enlèvement périodique des flottants et objets divers encombrants devant les grilles équipant les avaloirs et les regards du réseau d'eaux pluviales.
 - le nettoyage périodique de la voirie et des parkings.

- l'entretien des débourbeurs-déshuileurs comportant une vérification des volumes de matériaux stockés. La vidange de ces appareils doit être réalisée par une entreprise spécialisée dans ce type d'intervention.
- un contrôle de l'accumulation des sédiments dans les divers ouvrages de rétention.
- l'enlèvement régulier des sédiments stockés.
- les produits de curage des ouvrages de rétention doivent subir les analyses suivantes afin de définir leur destination :

. teneur en eau, teneur en matières volatiles, carbone organique total, granulométrie,
 . éléments métalliques : As, Cd, Cr, Cu, Ni, Pb, Zn,
 . hydrocarbures totaux.

Ces analyses sont réalisées sur un échantillon moyen.

Les résultats de ces analyses sont transmis au Service Maritime et de Navigation de NANTES (S.M.N.) chargé de la police de l'eau et des milieux aquatiques, pour avis sur la destination des matériaux issus du curage.

- L'exploitant des ouvrages tient à jour un registre, mis à la disposition des agents du SMN comportant notamment les informations suivantes :

. dates des opérations d'entretien des ouvrages,
 . dates des opérations de curage des bassins et de vidange des débourbeurs-déshuileurs (nom de l'entreprise)
 . quantité de matériaux extraits,
 . lieu de dépôt des matériaux de curage.

- Mise en place d'un réseau d'alerte

Une notice d'information doit être communiquée aux intervenants amenés à circonscrire une éventuelle pollution. Elle doit présenter la localisation du site, le réseau d'eaux pluviales du site avec le principe de fonctionnement, la liste des intervenants à contacter. En cas d'accident avec déversement de pollution accidentelle dans le système de collecte des eaux pluviales, une intervention coordonnée des équipes doit être assurée.

Si les polluants déversés parviennent aux bassins de rétention, la fermeture grâce à des **batardeaux** doit permettre le stockage des polluants. Un retrait de ces substances vers des centres de stockage ou de traitement agréés doit être réalisé dans un délai minimal.

- Tout incident ou accident de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article 2 de la loi du 3 janvier 1992 susvisée, doit être déclaré, notamment au Service Maritime et de Navigation de NANTES, dans les conditions fixées à l'article 18 de cette loi.

ARTICLE 4 -CONTROLES DES INSTALLATIONS ET DES EAUX REJETEES

4.1 - Le permissionnaire est tenu de se conformer à tous les règlements existants ou à intervenir relatifs à la police de l'eau et des milieux aquatiques.

4.2 - Les agents des services public, notamment ceux du Service Maritime et de Navigation de NANTES, doivent constamment avoir libre accès aux installations autorisées.

4.3 - Un contrôle des eaux rejetées peut être effectué par les agents du Service Maritime et de Navigation de NANTES selon le programme ci-après :

Localisation des prélèvements : en sortie des bassins de rétention avant rejet en LOIRE

Fréquence des prélèvements : sans objet
Toutefois ils doivent être réalisés pendant un épisode pluvieux.

Analyses pratiquées :

- mesures in situ : débit, température, pH, teneur en oxygène dissous, conductivité.
- analyses de laboratoire : matières en suspension, demande biochimique en oxygène (DBO5), demande chimique en oxygène (DCO), ammoniacale, hydrocarbures totaux.

4.4 - Les accès aux points de mesures ou de prélèvements doivent être aménagés, notamment pour permettre la mise en place du matériel de mesures et de prélèvements.

4.5 - La prise des échantillons nécessaires et des mesures in situ réalisée par les agents du Service Maritime et de Navigation de NANTES et les analyses effectuées par un laboratoire agréé, sont à la charge du permissionnaire, à savoir le Port Autonome de NANTES - ST. NAZAIRE.

ARTICLE 5 -DUREE DE L'AUTORISATION

Sans objet

ARTICLE 6 -CARACTERE DE L'AUTORISATION

L'autorisation est accordée à titre précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque époque que ce soit, l'administration décidait, dans un but d'intérêt général, de modifier, d'une manière temporaire ou définitive, l'usage des avantages concédés par le présent arrêté, le permissionnaire ne pourrait se prévaloir d'aucune indemnité.

L'autorisation peut être révoquée à la demande de Monsieur l'Ingénieur en Chef du Service Maritime et de Navigation de NANTES, en cas de non exécution des prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 7 -PUBLICATION ET EXECUTION

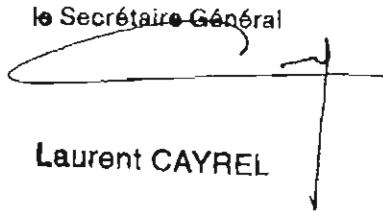
Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de LOIRE-ATLANTIQUE, Monsieur le Maire de MONTOIR-DE-BRETAGNE, Monsieur le Directeur du Port Autonome de NANTES - SAINT-NAZAIRE, Monsieur l'Ingénieur en Chef du Service Maritime et de Navigation de NANTES sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Bulletin Officiel des actes du département de LOIRE-ATLANTIQUE.

Fait à NANTES, le 25 MAI 1999.

Pour ampliation
le Chef de Bureau de la Protection de
l'Environnement


M DELAVAL

LE PREFET,
Pour LE PREFET,
~~le Secrétaire Général~~


Laurent CAYREL

Réseau d'assainissement
Etat futur



pont de
ST. NAYAMES

Annexe 2

COUPE DE PRINCIPE SUR CANAUX DE RETENTION DES EP (AXE NORD-SUD)

ECHELLE: 1/50°

±0.00 NIVEAU SUPERIEUR NAPPE PHREATIQUE

